

PROCES DU MIL : trois peines de mort requises !

PROCES 1001 : 162 ans de prison pour les 10 de Carabanchel !

LA DICTATURE FRANQUISTE FAIT EAU DE TOUTES PARTS

Après une période de croissance économique accélérée dans les années 60, l'Espagne connaît depuis 1969 des difficultés de plus en plus évidentes. La fragilité de cette économie, sous-produit de l'expansion économique européenne, s'est traduite par les répercussions de la récession allemande. Ces dernières années ont été marquées par un net ralentissement économique et une hausse record du coût de la vie (plus de 15% en 1971 et environ 20% en 1973). Malgré ses plans de "stabilisation" la bourgeoisie espagnole s'est révélée incapable de réduire les déséquilibres qui rendent les contradictions sociales plus explosives que partout ailleurs en Europe.

Chaque phase d'expansion économique interne provoque l'inflation; chaque baisse de la conjoncture internationale réduit immédiatement les ressources extérieures qui doivent renflouer le capitalisme espagnol. Ce dernier est alors amené à pratiquer une politique d'austérité centrée sur le blocage des salaires et l'attaque au niveau de vie.

Aussi les tensions sociales vont s'aggravant, diminuant la marge de manœuvre du capitalisme espagnol.

Pour 1974, la bourgeoisie espagnole attend une aggravation de la situation économique, avec une accentuation du chômage et baisse de la demande dans plusieurs secteurs industriels. Elle parle d'un début de récession économique pour mai-juin de l'année prochaine. Le récent décret-loi du 1er décembre, visant à contrôler les prix et les salaires, est une tentative de la bourgeoisie pour faire supporter par les salariés le poids des difficultés économiques. En réalité ce décret vise essentiellement à bloquer les salaires, en interdisant toute hausse supérieure à celle de l'indice officiel du coût de la vie prévue à 15%.

L' ACTION DIRECTE DES MASSES

Depuis Burgos, la mobilisation des travailleurs pour défendre leur salaire et leurs conditions de travail a pris une énorme expansion. La bourgeoisie espagnole est dans l'incapacité de faire des concessions susceptibles de couper l'élan de cette mobilisation et tous ses essais d'intégrer la classe ouvrière à la paix sociale, par le biais de la CNS (syndicat vertical) et du système des conventions collectives, ont échoué.

Elle recourt dès lors à l'arme traditionnelle de la dictature: la répression directe et brutale contre les travailleurs qui se mettent en lutte.

Mais, au travers même de leurs luttes contre la répression, en manifestant pour la libération de travailleurs emprisonnés, en se mobilisant pour la réintégration de travailleurs mis à pied par le patronat, etc., les milliers d'ouvriers en mouvement ont donné à leur lutte un tour de plus en plus politique, mettant directement en cause le régime dictatorial.

Au travers des grèves des Asturias, de la SEAT, (Barcelone), del Ferrol, de Vigo, de San Adrián de Besos, de Pamplune, etc., des couches de plus en plus larges de la population ont été mises en mouvement. Des mouvements de grève générale -certes encore localisés- ont vu non seulement les étudiants, mais aussi de petits commerçants, des représentants des professions libérales rejoindre la lutte.

Qui plus est, dans leurs luttes, les travailleurs se sont donnés des formes d'organisation autonome directement contrôlées par la masse (assemblée de grévistes, comités de grève directement élus par la base, piquets d'extension et de grève, autodéfense des manifestations et des grèves etc.) et ont cherché à généraliser leur combat, à défendre les luttes isolées par des mobilisations de solidarité.

Au travers de ces luttes, encore parcellisées, c'est la future mobilisation révolutionnaire des masses affrontant la dictature, détruisant son appareil de répression, occupant les terres et les usines, confisquant la propriété capitaliste, qui se dessine: la croyance en une libération progressive du régime est bien morte et c'est un processus révolutionnaire vers l'Espagne socialiste qui est à l'ordre du jour.

LA REPRESSION SUR TOUS LES FRONTS

Mais la vague accrue de répression est un obstacle sur cette voie: les emprisonnements de militants et de grévistes, les tortures et les assassinats visent à décimer l'avant-garde des luttes et à effrayer la masse des travailleurs.

La mobilisation de tous, en Espagne et partout dans le monde, dans une riposte unitaire contre la répression est une urgence nécessaire. Depuis la fin de l'été, les arrestations suivies de tortures ont frappé des militants accusés d'appartenir au PCE (Seville), à la LCR (Madrid), à ETA-VI, au PCE m-1 (Barcelone), au FRAP (Valence), au PSOE (Canaries), à l'ORT (Madrid et Guipuzcoa) au MIL (Catalogne); cent treize personnes participant à l'Assemblée de Catalogne (organisme d'opposition à composition ouvrière et bourgeoise, qui se présente en Catalogne comme alternative démocratique bourgeoise au franquisme) ont été arrêtées et plusieurs assassinats ont été commis par la police; celui de Cipriano Martos assassiné en cours d'interrogatoire par la Garde Civile à Reus (Tarragone), celui de Jesus Artache, militant de l'ETA, assassiné lors de son arrestation, le 6 décembre dernier, à San Sébastien.

LE PROCES "1001"

Une série de procès se prépare, contre les grévistes d'El Ferrol, de Vigo, de San Adrián de Besos, du bâtiment de Madrid, etc.,

Aujourd'hui, le 20 décembre, s'ouvre à Madrid la parodie de procès de dix dirigeants de Commiss-

sions Ouvrières (Camacho et ses camarades) que l'on "accuse" de faire partie de la "coordination nationale" des commissions ouvrières et qui attendent leur jugement depuis juin 72. Contre eux, aucune espèce de preuves. Ce qu'on leur reproche: d'avoir participé à une "association illégale" et d'avoir une très mauvaise conduite sociale" ... Ce qui devrait leur valoir à eux dix 162 ans de prison.

Au travers de ces dix ouvriers, c'est le mouvement ouvrier, et ses organes de défense que représentent les commissions ouvrières que la dictature veut frapper. D'où l'importance de ce procès.

LE PROCES DU MOUVEMENT IBERIQUE DE LIBERATION

Les 16 et 24 septembre derniers, 9 militants du MIL étaient arrêtés, à la suite d'une expropriation. Salvador Puig Antich, menacé par plusieurs policiers armés, cherche à protéger sa fuite, le 24 septembre, en faisant usage de son arme. Il a blessé mortellement un des policiers et fut lui-même gravement blessé. La Brigade politico-sociale cherche à présenter ces militants, accusés de quinze attaques à main-armée, comme "une dangereuse bande de gangsters".

Leur procès, d'abord annoncé pour le 15 décembre, est imminent. Oriol Sole Sugranyes risque la peine de mort, ainsi que Salvador Puig-Antich, menace par une double peine de mort.

Quelles que soient les divergences que nous avons avec ces camarades quant à leurs méthodes de lutte, nous avons l'imperieux devoir de les défendre contre la dictature cent fois plus violente de Franco: il faut se rappeler par quelles violences Franco est parvenu au pouvoir et s'y maintient. Sous un régime qui réprime sauvagement la moindre lutte ouvrière, où l'on risque des années de prison pour oser dire son opinion ou l'écrire, et où la dictature elle-même justifie sa répression avec la conception de "guerre civile continue", la contre-violence des révolutionnaires est justifiée, même si nous ne pouvons qu'être en désaccord avec la conception étroitement militariste que développe le MIL.

Nous refusons que soit mesurée à l'aune de la "justice" franquiste les actes des camarades du MIL.

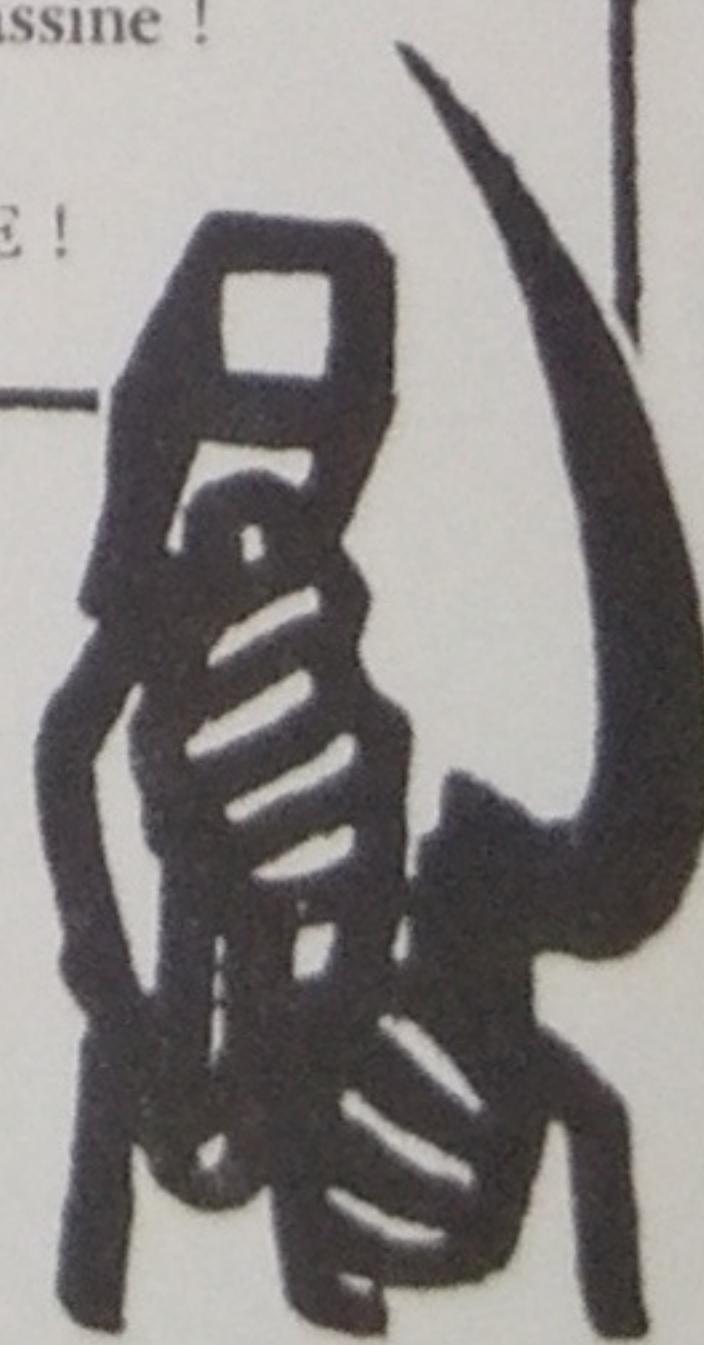
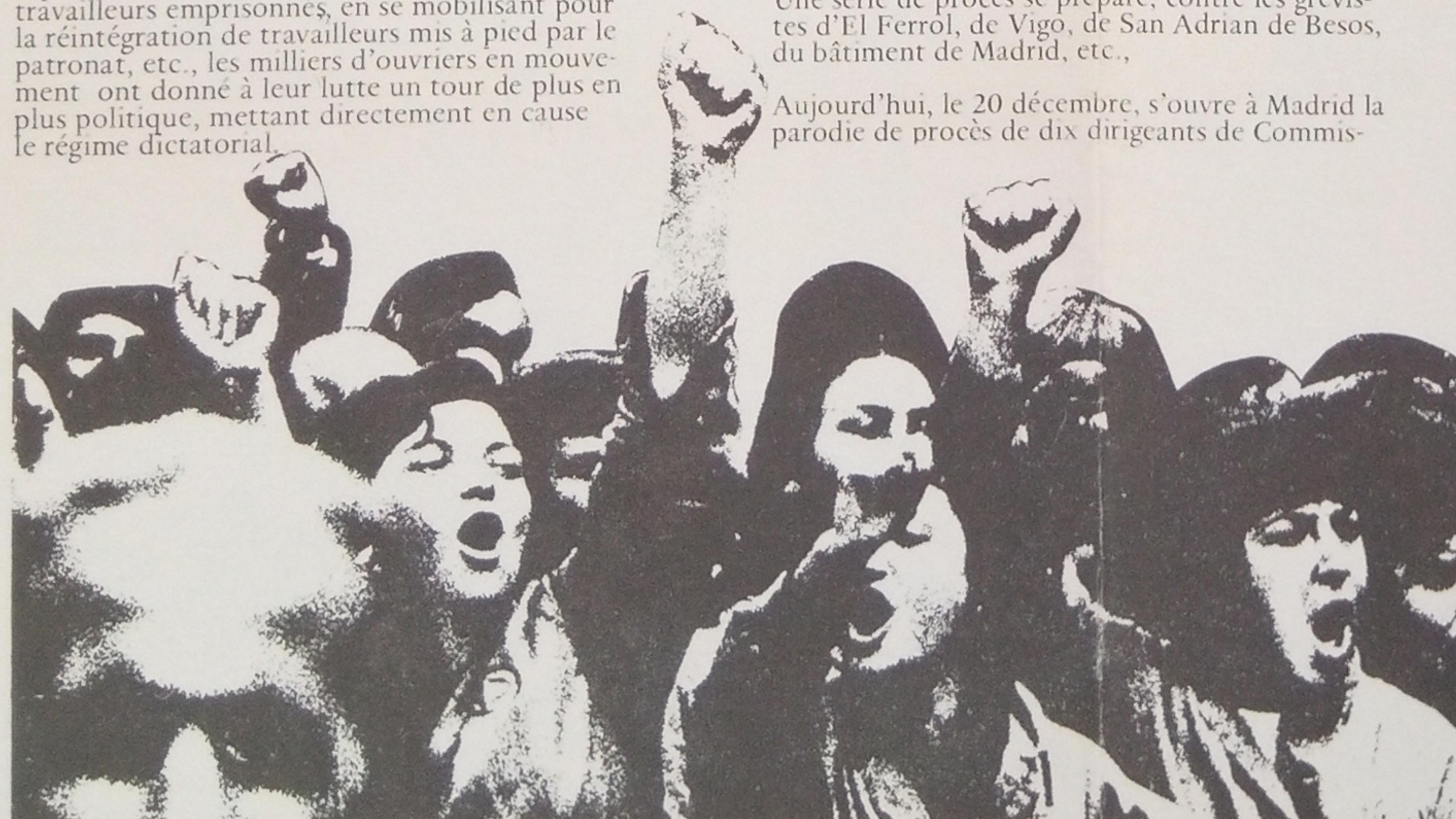
SOLIDARITE TOTALE AVEC LES MILITANTS ARRETES !

En 1970, la solidarité internationale a obligé la dictature à opérer un certain recul lors du procès de Burgos. Aujourd'hui, il doit en être de même.

Libération des 10 de Carabanchel et des militants du MIL !
Liberté pour tous les prisonniers politiques !
Dissolution des tribunaux spéciaux, de la police armée et des polices spéciales !
Abrogation de la loi d'"ordre public" !
Tous unis contre la dictature assassine !
A bas la dictature franquiste !
VIVE L'ESPAGNE SOCIALISTE !

Ligue marxiste révolutionnaire -
Liga marxista revolucionaria -
ETA (VI)

20 décembre 1973



ESPAÑA :

PROCESO DEL MIL ¡petición de 3 penas de muerte !

PROCESO 1001 ¡l62 años de prisión para los diez acusados de Carabanchel !



LA DICTADURA FRANQUISTA HACE AGUA POR TODOS LOS LADOS

Tras un período de crecimiento económico acelerado durante los años 60, España experimenta una serie de dificultades cada vez más evidentes a partir de 1969. La fragilidad de su economía, subproducto de la expansión económica europea, se ha traducido en las repercusiones de la recesión alemana. Los últimos años se ven marcados por un claro desaceleramiento económico y un alza récord del costo de la vida (más de 15% en 71 y aproximadamente 20% en 73). Pese a sus planes de "estabilización", la burguesía española se ha mostrado incapaz de limitar los desequilibrios que convierten a las contradicciones sociales en una carga explosiva más peligrosa que en el resto de Europa.

Cada fase de expansión económica interna provoca la inflación, cada descenso de la coyuntura internacional reduce inmediatamente los recursos exteriores necesarios al capitalismo español. El cual se ve obligado a practicar una política de austeridad centrada en la congelación de los salarios y en el ataque al nivel de vida.

Por esta razón, las tensiones sociales van agravándose, van disminuyendo el margen de maniobra del capitalismo español.

Para 1974, la burguesía española se espera una agravación de la situación económica, con aumento del paro y descenso de la demanda en numerosos sectores industriales. Empieza a hablar de un comienzo de recesión para mayo-junio del próximo año. El reciente decreto de ley del 1º de diciembre, que pretende controlar los precios y los salarios, es una tentativa de la burguesía de hacer que sean los asalariados quienes soporten el peso de las dificultades económicas. Porque en realidad, tal decreto intenta escencialmente congelar los salarios, prohibiendo que aumenten por encima del alza del índice oficial del costo de la vida (previsto 15%).

LA ACCIÓN DIRECTA DE LAS MASAS

Después de Burgos, la movilización de los trabajadores para defender sus salarios y sus condiciones de trabajo y de vida ha tomado una extensión enorme. La burguesía española se encuentra en la incapacidad de hacer concesiones susceptibles de detener el impulso de esta movilización y cuantos intentos ha hecho para integrar a la clase obrera en paz social, a través de la CNS y del sistema de convenios colectivos, han fracasado. Así es que _____ no tiene más remedio que recurrir al arma tradicional de la dictadura: la represión directa y brutal contra los trabajadores que entran en lucha .

Sin embargo, a través incluso de su lucha contra la represión, manifestando por la liberación de los trabajadores detenidos, movilizándose por la reintegración de los despedidos, etc., miles de obreros en movimiento han dado a sus luchas reivindicativas un carácter cada vez más político, poniendo en causa directamente el régimen dictatorial.

En las huelgas de Asturias, de SEAT (Barcelona), Ferrol, Vigo, San Adrián de Besós, Pamplona, etc., se han puesto en movimiento capas cada vez

más amplias de la población. Movimientos de huelga general -si bien limitados aún- han visto incorporarse a la lucha no solo los estudiantes, también a los pequeños comerciantes, a representantes de las profesiones liberales.

Y lo que es más , en las luchas, los trabajadores se han dado formas de organización autónoma, directamente controladas por las masas (asambleas de huelguistas, comités de huelga elegidos por la base, piquetes de extensión de las huelgas, autodefensa de las manifestaciones y de las huelgas,etc.) y han intentado generalizar su combate, defender las luchas aisladas con movilizaciones de solidaridad.

En estas luchas, aún parciales, se perfila la futura movilización revolucionaria de las masas confrontándose con la dictadura, destruyendo su aparato de represión, ocupando las tierras y las fábricas, confiscando la propiedad capitalista: la creencia en una liberación progresiva del régimen está muerta y bien muerta y lo que está al orden del día es un proceso revolucionario encaminado hacia una España socialista.

LA REPRESIÓN EN TODOS LOS FRENTE

La oleada represiva es un obstáculo en esta vía: los encarcelamientos de militantes y de huelguistas, las torturas y los asesinatos, pretenden diezmar a la vanguardia de las luchas y atemorizar a la masa de los trabajadores.

La movilización de todos, en España y en el mundo entero, en una respuesta unitaria contra la represión es una necesidad urgente. Desde finales del verano, las detenciones seguidas de torturas han caído sobre los militantes acusados de pertenecer al PCE (Sevilla), a la LCR (Madrid), a ETA VI (País Vasco), al PCE m-l (Barcelona), al FRAP (Valencia), al PSOE (canarias), a ORT (Madrid y Guipúzcoa), al MIL (Cataluña); ciento trece personas que participaban en la "Asamblea de Cataluña" (organismo de oposición de componente obrera y burguesa, que se presenta en Cataluña como alternativa democrático-burguesa al franquismo) han sido detenidos, y la policía ha cometido una serie de asesinatos: el de Cipriano Martos asesinado en un interrogatorio por la guardia civil en Reus (Tarragona), el de Jesús Arteche, militante de ETA, asesinado al ser detenido el pasado 6 de diciembre en San Sebastián.

EL PROCESO 1001

Una serie de procesos está en preparación, contra los huelguistas del Ferrol, de Vigo, de San Adrián de Besós, de la construcción de Madrid, etc..

Hoy, 20 de diciembre, se abre en Madrid la parodia de proceso de diez dirigentes de CCOO (Camacho y sus compañeros) a quienes se acusa de formar parte de "coordinadora nacional de comisiones obreras" y están esperando pasar a juicio desde junio de 1972. Contra ellos, no hay ninguna clase de pruebas. Se les acusa haber participado a una "asociación ilegal" y "tener muy mala conducta social" ... Todo ello les debe valer 162 años de prisión para los diez.

A través de estos 10 obreros, todo el movimiento obrero y su órgano de defensa que son las CCOO están amenazados por la dictadura. De ahí la importancia de este proceso.

EL PROCESO DEL MOVIMIENTO IBERICO DE LIBERACIÓN

El 16 y 24 de setiembre pasado, 9 militantes del MIL eran detenidos, a consecuencia de una expropiación. Salvador Puig Antich, amenazado por numerosos policías armados, intenta proteger su huida, el 24 de setiembre, y hace uso de su arma. Uno de los policías resulta mortalmente herido y el propio Antich lo es gravemente. La Brigada político-social intenta presentar a estos militantes acusados de 15 atentados a mano armada, como una "banda peligrosa de gangsters".

Su proceso, anunciado para el 15 de diciembre y luego aplazado, es inminente: Oriol Sole Sugranyes corre peligro de ser condenado a muerte, lo mismo que Puig Antich, amenazado por una doble pena de muerte.

Sean cuales fuesen las divergencias que tengamos con estos compañeros en lo que a sus métodos de lucha se refiere, tenemos el deber imperioso de defenderlos contra la dictadura cien veces más violenta de Franco. Recordemos con qué violencias Franco a conseguido el poder y se mantiene en él. En un régimen que reprime salvajemente la más mínima lucha obrera, en el que se corre riesgo de años de prisión por atreverse a manifestar su opinión o a escribirlo y en que la dictadura justifica su represión con la concepción de "guerra civil continua", la contra violencia de los revolucionarios se justifica incluso si estamos en desacuerdo con la concepción estrechamente militarista que desarrolla el MIL. Rechazamos que los actos de los camaradas del MIL sean comparados con la violencia del franquismo.

¡ SOLIDARIDAD TOTAL CON LOS MILITANTES DETENIDOS !

En 1970, la solidaridad internacional ha obligado a la dictadura a operar una relativa marcha atrás en el proceso de Burgos. Hoy, debe ocurrir lo mismo.

¡ Libertad para los 10 de Carabanchel y para los militantes del MIL !

¡ Libertad para todos los presos políticos !

¡ Disolución de los tribunales especiales, de la policía armada y de las policías especiales !

¡ Derogación de la ley de "Orden Público" !

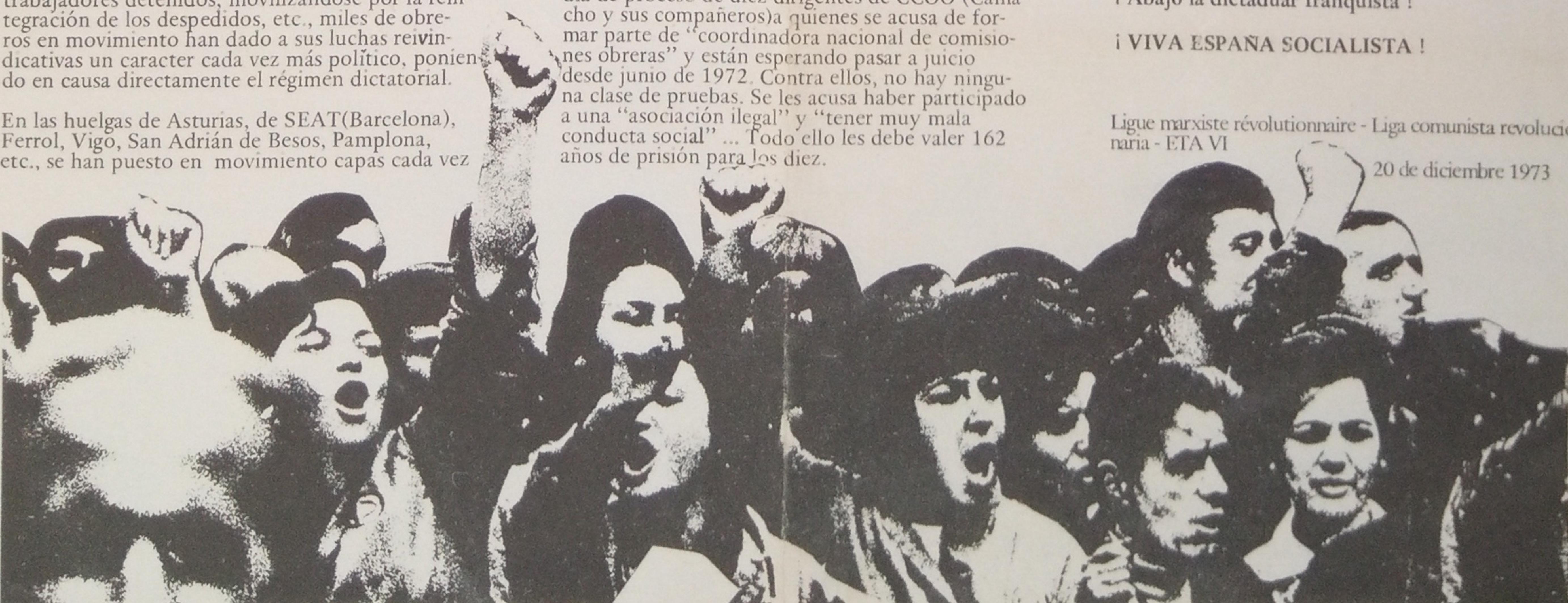
Todos unidos contra la dictadura asesina !

¡ Abajo la dictadura franquista !

¡ VIVA ESPAÑA SOCIALISTA !

Ligue marxiste révolutionnaire - Liga comunista revolucionaria - ETA VI

20 de diciembre 1973



impr. Cedips Lausanne, éd resp. O. Pavillon